

p.B. 22.52. /ren (Am)



AMBASSADE DE SUISSE
AU PORTUGAL

1399 LISBONNE CODEX

Travessa do Patrocinio 1
Téléphone: 397.31.21/22

13 octobre 1992

Réf: 370.100 - LA/RS

SECRET

Monsieur l'Ambassadeur
Jenö Staehelin
Division politique I
D F A E

3003 B e r n eOctober surprise

Monsieur l'Ambassadeur,

2
Pour faire suite à ma lettre du 17.9.1992 (réf. 820.000) et à vos instructions verbales, je vous informe que j'ai reçu le 29 septembre dernier M. John P. Mackey, Minority Staff Director/Special Counsel et Madame Nancy Luque, avocate, juriste de la Commission, membre du Parti démocrate. La troisième personne qui aurait dû venir, Mme Jane Hemingway, "investigator", avait été retenue à Madrid par une audition.

J'avais invité les précités à déjeuner à la résidence et avais également fait le geste, tant par collégialité que pour montrer que je n'avais rien à cacher, de convier mon collègue américain, Everett E. Briggs. Ce dernier en me remerciant déclina mon invitation, comme je m'y attendais du reste, me disant qu'il s'agissait d'une affaire de la "Legislative Branch", dans laquelle l'"Executive Branch" n'avait rien à voir et qu'il était préférable à tous points de vue de laisser le "House" faire seul son enquête.

D'entrée de cause, après que mes hôtes m'eurent exposé le but de leur mission, je leur dis clairement que durant mon séjour à Téhéran, notamment durant la période incriminée c'est-à-dire de septembre 1980 à janvier 1981, je n'ai jamais eu quelque indice, indication ou fait qui puisse



corroborer les allégations à la base de l'"October surprise". En revanche, je me déclarai prêt, si cela pouvait les intéresser, à les aider à se faire un tableau de la situation à l'époque, à leur décrire l'atmosphère régnant à Téhéran à ce moment.

Après un historique sur la genèse et le déclenchement de la Révolution, je leur donnai un premier exemple de la très grande frustration liée à une incompréhension des raisons qui firent avorter la première importante tentative d'arriver à la libération des otages, soit entre le 20 février et le 20 mars 1980. En un mot l'échec de la mission de l'ONU (Waldheim) qui aurait dû plus que pu aboutir au transfert des 50 otages du compound américain au ministère des affaires étrangères.

Mes hôtes, tout en étant très courtois, furent néanmoins très inquisiteurs à la manière américaine, - ils me demandèrent l'autorisation de procéder par enregistreur, ce que j'acceptai sauf pour un bref moment sur lequel je reviendrai - avaient une préparation excellente, mais lacunaire. Ils avaient lu tout ce qui existe sur le sujet, y compris des sources parallèles mais n'avaient pas eu accès aux dossiers du State Department. Comment se fait-il alors qu'ils connaissaient certains de mes rapports? Je l'ignore.

Sur deux questions particulièrement incisives et délicates sur cette période, j'indiquai ne plus me souvenir, ce qui était partiellement vrai.

Il s'agit d'une part du départ précipité du Shah de Panama pour Le Caire. IL y eut en effet à ce moment un curieux scénario des avocats (Bourquet/F, Villette/F et Villalon/Arg) visant à demander du Panama l'extradition du Shah. Je crois me souvenir avoir informé secrètement la Centrale (Berne) que la Suisse ne devait, à mon avis, pas être mêlée à une telle démarche ni activement ni passivement.

Ensuite, il y eut cette remise d'une prétendue lettre de Carter à Khomeini par mon chargé d'affaires au MAE à fin mars 1980. Remise démentie officiellement par Washington, mais dont l'existence fut maintenue par le MAE et Khomeini. Rédigée en français, elle n'était certainement pas de la main de Carter. Si mes souvenirs sont bons, ce furent les avocats qui "concoctèrent ce faux", disant comme justification que cela correspondait à la pensée de Carter et que

c'était dans l'intérêt supérieur de la solution de l'affaire des otages (sauf erreur Bourguet me le dit textuellement). Les jours qui suivirent - premiers jours d'avril - verraient des échanges de lettres-déclarations entre Carter et Bani-Sadr qui font espérer pour la seconde fois une solution, c'est-à-dire un passage des otages du compound au MAE. Hélas, entre Vendredi-Saint et Pâques, le miracle ne se produisit pas. Mgr Capucci, le nonce et moi intervînmes sans arrêt, Capucci passant des étudiants de la ligne de l'Iman au Conseil de la Révolution sans succès. Une frustration et un abattement sans précédent nous prit.

Dans ces deux cas, il est encore aujourd'hui impossible de savoir exactement quelles furent les raisons du délai et de l'échec. Dans le premier, on peut dire que les pouvoirs étaient tellement fragmentés entre l'Iman, le Conseil de la Révolution, le Majlis et les étudiants, sans parler du Président et du Ministre AE, que même si la Commission des Nations Unies avait accepté d'examiner les documents trouvés dans le compound et prouvant les activités d'espionnage des membres de l'ambassade, on ne serait pas arrivé à une solution positive.

Dans le second cas, la fragmentation du pouvoir a joué certainement de nouveau un rôle, plus que les différences de points de vue dans l'échange de déclarations. Ceux qui détiennent les otages veulent utiliser cet atout "jusqu'à la corde" dans leur quête du pouvoir.

Puis ce sera la rupture des relations diplomatiques le 8 avril et le début officiel de notre mandat IE. Le 27 avril, la tragédie de l'expédition avortée de Tabas où, de nouveau, la fragmentation du pouvoir, le marché persan, l'atout représenté par ces pauvres corps brûlés et en morceaux font qu'il faudra plusieurs semaines pour les envoyer à leurs familles via la Suisse.

C'est à partir de septembre 1980 que la situation devient intéressante dans le contexte de l'"October surprise". Il faut parler des entretiens secrets entre Tabatabaï et les américains en RFA; j'invite mes interlocuteurs à contacter mon ancien collègue et ami Gerhard Ritzel, aujourd'hui à la retraite. M. Mackey me dit avoir essayé, mais qu'il avait appris que M. Ritzel avait été victime d'une attaque d'apoplexie qui le laisse paralysé. Emu, je leur demandai

- 4 -

d'arrêter l'enregistreur pour leur raconter les heures difficiles passées avec Gerhard Ritzel en septembre et octobre lors d'une nouvelle tentative de libération qui, de nouveau, pour des raisons inexplicables se prolongera jusqu'en janvier 1981, c'est-à-dire échappera à l'administration Carter au profit de Reagan et de la campagne républicaine.

Le déclenchement des hostilités par l'Irak - sans déclaration de guerre ni rupture des relations diplomatiques - représentait pour l'Iran un nouveau "front", si l'on peut s'exprimer ainsi, s'ajoutant au différend avec les Etats-Unis sur les otages. L'état économique et politique dans lequel se trouvait l'Iran eût dû l'engager à liquider l'affaire des otages au plus vite pour concentrer ses forces dans le conflit avec l'Irak.

La logique le voulait mais paradoxalement ce ne fut pas le cas. Pourquoi ? On en est réduit une fois de plus à des hypothèses.

La plus sérieuse hypothèse, de septembre à novembre, est que l'atout représenté par les otages est encore trop fort pour le groupe qui les détient et qui veut s'en servir comme levier pour obtenir le pouvoir tant pour lui que pour ceux qui dans l'ombre l'appuient. D'autre part, le gouvernement et/ou le président ne peuvent trop se faire l'avocat d'une solution du problème faute de se voir considérés comme traîtres à la Nation par leurs ennemis. Je rappelle à mes interlocuteurs que chaque fois que je me rendais chez Rafsanjani, il me disait "M. l'ambassadeur, laissez-moi le temps, je veux arriver à une solution, mais cela n'est pas encore mûr". (Rafsanjani devait éliminer ou neutraliser ses ennemis politiques, ce n'était pas chose facile; il continue du reste aujourd'hui à être en lutte avec les conservateurs). Rafsanjani est plus un pragmatique qu'un modéré.

Ainsi le mois d'octobre se passera sans progrès dans la question de la libération des otages et surtout sans, de ce fait, aider à la campagne présidentielle de Carter dont le discours est pourtant beaucoup plus modéré que celui de Reagan, au bénéfice de Reagan qui sera vainqueur le 5 novembre. Le 2 novembre le Majlis aura "endossé" (!!) les quatre conditions de l'Iman, mais en transmettant le dossier au gouvernement pour exécution.

./..

- 5 -

Bani-Sadr, le Président, me dira à plusieurs reprises mais surtout après le 11 novembre sa fureur devant ce qu'il appelle la braderie de l'Iman, alors que selon lui les conditions qu'il aurait pu négocier avec les avocats français étaient bien meilleures pour l'Iran!

A partir de ce moment les négociations passent principalement via Alger. Nous aurons certes le contact avec les 3 otages au MAE et l'ambassade d'Algérie, mais le dossier sera traité entre Téhéran, Alger et Washington.

Le mois de janvier 1981 verra tous les otages, y compris ceux du MAE, être maintenus incomunicado dans une prison sui generis; cela tendrait à montrer que les étudiants de la ligne de l'Iman voulurent s'assurer jusqu'à la dernière minute une position de force. On sait par exemple que nombre d'entre eux, si ce n'est pas tous, furent incorporés ensuite dans l'appareil étatique, notamment le MAE. Rien ne me laisse cependant supposer un "deal" secret concernant l'armement avec les républicains.

Note interne:

(Il est évident que l'Iran au cours des mois qui suivirent le déclenchement du conflit eut un besoin immense d'armes, munitions et pièces de rechange et que tous les moyens étaient bons pour s'en procurer Chine, Corée du Nord, Vietnam, et d'autres tentatives que l'on peut imaginer; je rappellerai dans ce contexte les propositions qui me furent faites par les chefs EM Air et Terre de livrer des canons DCA OB à des pays africains avec de faux "end-use certificates" - j'en fis rapport à l'époque.)

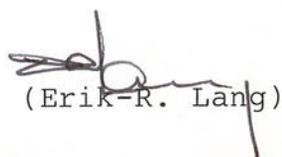
Mes interlocuteurs me demandèrent encore si je pensais que le recours aux trois avocats amis de Bani-Sadr et Ghotbzadeh avait été un bon choix. Avec le recul, il est facile de dire que ce ne fut pas le choix idoine, "les atouts étant dans les mains de l'Iman, des étudiants, du groupe Beheshti puis Rafsanjani, mais à l'époque, c'est-à-dire lors de la prise du compound, Bani-Sadr et Ghotbzadeh étaient dans les grâces de l'Iman et avaient un pouvoir certain, qui fondit comme neige au soleil.

./..

Mes interlocuteurs ne me dirent pas qui ils avaient vu à Madrid (je suppose qu'il peut s'agir de Me Villalon ou alors de ces personnages soupçonnés dans "October surprise"), mais en revanche ils me dirent partir le lendemain pour Rome pour rencontrer Mgr Capucci. "October surprise task force" aura-t-il une influence sur les élections américaines? Parce que j'ai entendu, j'en doute.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse



(Erik-R. Lang)

Annexe: brochure du U.S. House of Representatives

Copie va pour information à (sans annexe):

- Secrétaire d'Etat Jakob Kellenberger, DFAE
- Ambassadeur P.-Y. Simonin, DFAE, Division politique II

N.B. Le livre dont je vous ai parlé "Yellow Ribbon - The secret journal of Bruce Laingen" a été publié par Brassey's (US), Inc. Division of Macmillan Publishing Company New York, 23 US\$

